

NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



PROVISOIRE

E/CN.14/C.1/SR.16(VI)
26 février 1964

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Sixième session
Addis-Abéba, 19 février - 3 mars 1964

COMITE I

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA SEIZIEME SEANCE

tenue à la Maison de l'Afrique, à Addis-Abéba,
le mardi 25 février 1964, à 15 heures.

<u>Président</u> :	M. SIDIKOU (Niger)
<u>Secrétaire</u> :	M. EWING

SOMMAIRE :

- Agriculture (point 5 c) de l'ordre du jour)
La situation de la réforme agraire en Afrique (E/CN.14/278)
Les problèmes d'irrigation en Afrique
- Industrie, transports et ressources naturelles (E/CN.14/245/Add.1
et Corr.1) - (point 5 e) de l'ordre du jour)

Les participants qui désirent apporter des rectifications au présent compte rendu provisoire sont priés de les transcrire sur un exemplaire du compte rendu qu'ils devront faire parvenir le plus tôt possible à la Section de traduction, bureau 60. Au besoin, les rectifications pourront être envoyées par la poste après la session (Section de traduction, Commission économique pour l'Afrique, P.O. Box 3001, Addis-Abéba, Ethiopie); dans ce cas, elles devront parvenir le 30 avril 1964 au plus tard.

10. 11. 1944
11. 11. 1944
12. 11. 1944

13. 11. 1944
14. 11. 1944
15. 11. 1944

16. 11. 1944
17. 11. 1944
18. 11. 1944

19. 11. 1944
20. 11. 1944
21. 11. 1944

22. 11. 1944

23. 11. 1944

24. 11. 1944

25. 11. 1944

26. 11. 1944

27. 11. 1944
28. 11. 1944
29. 11. 1944
30. 11. 1944

31. 11. 1944
1. 12. 1944
2. 12. 1944

3. 12. 1944
4. 12. 1944
5. 12. 1944
6. 12. 1944
7. 12. 1944
8. 12. 1944
9. 12. 1944
10. 12. 1944
11. 12. 1944
12. 12. 1944
13. 12. 1944
14. 12. 1944
15. 12. 1944
16. 12. 1944
17. 12. 1944
18. 12. 1944
19. 12. 1944
20. 12. 1944
21. 12. 1944
22. 12. 1944
23. 12. 1944
24. 12. 1944
25. 12. 1944
26. 12. 1944
27. 12. 1944
28. 12. 1944
29. 12. 1944
30. 12. 1944
31. 12. 1944

1945

AGRICULTURE (point 5 c) de l'ordre du jour) (suite)La situation de la réforme agraire en Afrique (E/CN.14/278)

M. ZAYATI (Tunisie) rappelle que sa délégation a déjà exposé les raisons pour lesquelles elle avait demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour. Il ne s'agit pas de discuter le principe de la réforme agraire, car diverses organisations internationales et notamment l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies ont déjà eu à s'en occuper, mais de comparer les expériences acquises par les pays qui ont déjà pris des mesures pour la réaliser.

Dans le document E/CN.14/278, la Commission économique pour l'Afrique fait utilement le point de la situation. Si les conditions diffèrent d'un pays à l'autre, l'objectif est partout le même : assurer une vie décente à la population rurale, instaurer la justice sociale dans les campagnes par l'amélioration de la production agricole et une répartition équitable des revenus de la terre.

La Commission économique pour l'Afrique pourrait utilement faire une étude comparée des expériences originales faites en Afrique. Les pays africains qui ont déjà dégagé leur propre expérience trouveront dans cette étude matière à réflexion et à corrections éventuelles; les autres pays pourraient y puiser des éléments positifs pour orienter leur développement agricole.

La délégation tunisienne propose, pour l'exécution de cette étude, la constitution d'une commission ou d'un groupe d'étude composé d'experts nationaux et chargé, sous l'égide de la Commission économique pour l'Afrique, de visiter les pays qui ont déjà entrepris une réforme agraire et de présenter un rapport à la Commission économique pour l'Afrique à sa septième session. Elle est prête à déposer devant la Commission un projet de résolution en ce sens.

M. LOKO (Dahomey) fait observer que, pour la plupart des Etats africains, il est indispensable de réformer les structures agricoles traditionnelles qui sont mal adaptées à l'évolution des techniques modernes. Pour cela, il faut procéder à une réforme foncière, c'est-à-dire que les terres doivent être soit morcelées, soit regroupées. Il faut également

réformer les régimes successoraux qui s'opposent à toute amélioration de la production. Par ailleurs, l'adoption des techniques modernes appelle la création de coopératives agricoles. Toutes ces mesures doivent aller de pair avec la solution du problème de l'approvisionnement en eau, la construction de routes et d'écoles. Mais il s'agit surtout de former, au sein même de la population rurale, les cadres qui l'aideront à vaincre la méfiance que lui inspire le milieu citadin.

M. MAPOMA (Rhodésie du Nord) fait observer que, si la réforme agraire revêt une grande importance pour le développement de l'agriculture, elle n'en constitue pas moins une question très délicate pour laquelle il est difficile de trouver une ligne de politique d'application générale et aisée. La question de la réforme agraire est liée à celle du titre de propriété et à diverses coutumes locales, notamment à celles qui régissent l'héritage.

Le titre de propriété remplit un rôle important dans l'octroi des prêts agricoles; c'est pourquoi on a constaté que l'agriculture est plus développée là où les agriculteurs ont pu faire enregistrer leurs droits fonciers.

Pour M. Mapoma, c'est d'un échange de renseignements sur ce que chaque pays fait en matière de réforme agraire que les Etats africains peuvent tirer le maximum de profit.

M. TIEBILE (Mali) annonce au Comité qu'il versera aux archives de la Commission économique pour l'Afrique un document sur la réforme agraire au Mali. Le Mali a appliqué à 80 pour 100 les recommandations énumérées à la page 4 du document E/CN.14/278. Cependant, cette énumération n'est pas complète et la délégation du Mali croit devoir suggérer de confier à la CEA l'exécution des travaux suivants : une étude comparée de la culture motorisée par rapport à la culture attelée; une étude des mesures concrètes à prendre pour l'intégration, de l'élevage dans l'agriculture; une étude du rôle de la petite hydraulique dans l'économie agricole, en vue de créer une activité complémentaire en saison sèche; la

préparation de rapports techniques simples sur les méthodes les plus efficaces de la technique des petits aménagements hydrauliques.

M. MEKOUAR (Maroc) appuie la proposition du représentant de la Tunisie tendant à confier à une équipe d'experts le soin de préparer une étude de synthèse qui intéresse tous les Etats africains.

D'autre part, il faut observer, à propos du document publié par la CEA, que la réforme agraire y est définie comme un programme intégré de mesures destinées à supprimer les obstacles que les défauts de la structure agraire opposent au développement économique et social. Or la réforme agraire doit être non pas un tout en soi, mais une sorte de catalyseur capable d'accélérer le développement, à condition qu'elle soit assortie d'un plan prévoyant l'utilisation des ressources et la mise en route des activités dans les autres secteurs de l'économie. En outre, ce document n'insiste pas assez sur l'intérêt que présente la commercialisation et se contente d'énumérer les défauts de la structure et de l'organisation agraires dans un grand nombre de pays sous-développés. Cependant, c'est grâce à la commercialisation que se corrigent les défauts et que disparaissent les méthodes surannées.

M. CURTIS (Guinée) souligne que la réforme agraire peut se faire selon deux méthodes: la première, progressive, ménage les transitions, la seconde, révolutionnaire, donne d'emblée la terre à ceux qui la cultivent.

La Guinée, pour sa part, a résolu la question en décrétant toutes les terres propriété de l'Etat: ainsi, elle empêche la spéculation et met toutes les superficies arables à la disposition des paysans.

M. BENYELLIS (Algérie), qui fait siennes, par ailleurs, les observations du représentant du Maroc, signale qu'en Algérie, les terres appartiennent déjà dans une très grande proportion à l'Etat et sont exploitées par des comités de gestion ouvriers.

Pour M. HART (Nigeria), des études fragmentaires, entreprises isolément ou portant sur des sous-régions choisies au hasard, ne suffisent pas pour traiter les problèmes importants et complexes que pose la réforme agraire. Il faudrait s'attacher à étudier de façon complète les régimes

fonciers de toutes les régions de l'Afrique, afin de permettre à la Commission de se faire une idée d'ensemble de la situation actuelle. Sans écarter pour autant la participation active de la Commission économique pour l'Afrique et des institutions spécialisées intéressées, il conviendrait de confier ces études à un organisme plus particulièrement compétent, par exemple à l'Institut africain de développement économique et de planification. D'autre part, les instituts régionaux de réforme agraire, dont la création est préconisée dans le document E/CN.14/278, pourraient se charger des recherches dans leurs zones respectives, tout en assurant la formation de spécialistes de la réforme agraire.

La délégation nigérienne note avec satisfaction que les organismes financiers internationaux ont été invités à maintes reprises à mettre, parmi les premiers, dans l'ordre de priorité, les projets qui intéressent la réforme agraire. En effet, le succès des mesures dont la Commission économique pour l'Afrique recommande l'adoption aux Etats Membres dépend, pour une large part, de la disponibilité des fonds nécessaires. Or, dans la pratique, les organismes financiers accordent plus volontiers leur assistance à des entreprises dont ils savent qu'elles sont rentables, ce qui n'est pas le cas des programmes de réforme agraire qui sont fort coûteux. Il faut donc amener ces organismes à revoir leur politique de crédit et à assouplir leurs réglementations. La chose présente d'autant plus d'importance que 60 pour 100 au moins des capitaux nécessaires doivent être obtenus de sources extérieures.

La création d'une banque de la réforme agraire ne semble pas s'imposer pour le moment, car il ne faut pas multiplier les institutions nouvelles et tous les efforts devraient tendre à mettre sur pied la Banque africaine de développement par laquelle on pourrait fort bien, du reste, canaliser les capitaux requis pour le financement des projets de réforme agraire.

Quoi qu'il en soit, il convient de ne jamais perdre de vue que la réforme agraire est une opération des plus délicates à réaliser et qu'il ne faut entreprendre de projets dans ce domaine qu'en consultation étroite avec les gouvernements intéressés et les organisations

nationales, car ils connaissent les problèmes qui se posent à l'échelon local.

M. OKELO-ODONGO (Kenya) souligne combien il importe pour l'Afrique de réaliser la réforme agraire qui se répercutera sur des masses rurales formant la majorité des populations et, partant, l'essor même des économies nationales. Il est évident que le développement de l'agriculture est impensable en l'absence d'une réforme complète des régimes fonciers qui régissent l'utilisation des terres. Mais les problèmes qui se posent dans ce domaine sont difficiles à résoudre. Dans la plupart des cas, il s'agit de concilier les us locaux avec un système étranger qui s'est implanté pendant l'ère coloniale. Le système foncier africain, qui revêt du reste des formes multiples selon les régions, repose sur la propriété communale, de sorte que le cultivateur africain ne peut faire valoir ses droits dont l'enregistrement est indispensable, par exemple, pour obtenir un prêt au titre du crédit agricole. Etant donné les incidences profondes du régime foncier sur la situation économique et sociale des cultivateurs, il est essentiel de procéder à une étude complète des systèmes qui existent à l'heure actuelle en Afrique, d'analyser les principes sur lesquels ils reposent, et de retenir ceux qui peuvent agir dans un cadre économique moderne. Une autre méthode consisterait à essayer de dégager, sur la base de cette étude d'ensemble, un régime foncier dont l'adoption pourrait être recommandée aux Etats africains, notamment pour les régions où il n'existe pas de tradition foncière établie, comme celles que les travaux d'irrigation ou d'assèchement auraient nouvellement ouvertes à la culture. La Commission devrait confier à la Commission économique pour l'Afrique le soin d'entreprendre ces études.

M. SEFERA (secrétariat) fait observer que malheureusement, les pays d'Afrique n'ont pas encore tous entrepris de réforme agraire. D'autre part, les programmes en voie d'exécution sont pour la plupart fort récents. Dans ces conditions, il serait prématuré pour la CEA de s'atteler aux études d'ensemble portant sur les diverses régions et suggérées par le représentant de la Nigéria.

M. Shefer signale en outre que la CEA, en collaboration avec la FAO, a déjà organisé deux centres de perfectionnement en politique agraire, l'un en 1960 destiné à l'Afrique de l'Est et du Centre, l'autre en décembre 1963 destiné à l'Afrique de l'Ouest. Des centres similaires seront sans doute organisés à l'avenir pour les autres régions, ce qui donnera sans doute satisfaction au représentant de la Nigéria.

Il reconnaît, enfin, le bien-fondé des observations du représentant du Maroc touchant la commercialisation. Il est évident que l'Afrique souffre de ce qu'elle produit pour sa subsistance et non pour le marché. Mais, si les auteurs du document que la Commission examine ont mis l'accent sur la production, c'est que la commercialisation est, à plus proprement parler, du ressort d'une autre division, et n'est envisagée, ici, que sous un angle très large, c'est-à-dire en fonction du marché local et international.

Enfin, le représentant de la Tunisie a suggéré de confier à un groupe d'experts le soin de faire une étude comparée des réformes agraires entreprises en Afrique. A ce sujet, il convient de noter que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées préparent tous les deux ans, à l'intention du Conseil économique et social, un rapport sur l'état de la réforme agraire dans le monde, rapport qui traite aussi, évidemment, de la situation en Afrique. Le dernier rapport a été soumis au Conseil l'année précédente, le prochain le sera en 1965.

M. KOHN (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) prenant la parole sur l'invitation du Président, signale que les participants au Centre de perfectionnement en politique agraire organisé en 1962 ont recommandé, notamment, que les institutions de crédit agricole soient encouragées à ne plus considérer les titres de propriété foncière comme les seuls documents valables pour garantir le remboursement de leur prêts, ceux-ci devant être accordés en fonction de la solvabilité des débiteurs dont les coopératives agricoles, par exemple, peuvent se porter garantes.

On peut en déduire que les difficultés afférentes au régime foncier qui ont été signalées au cours de la discussion devraient pouvoir être surmontées dans les pays qui sont dotés d'un système de crédit agricole satisfaisant.

Le PRESIDENT, déclarant close la discussion sur ce point de l'ordre du jour, rappelle aux membres du Comité que la Commission a déjà expressément invité tous les Etats Membres à fournir au secrétariat toutes les données dont ils disposent sur l'état de la réforme agraire.

Les problèmes d'irrigation en Afrique

M. ZAYATI (Tunisie) signale que la CEA a entrepris en 1963, dans le cadre de ses activités, une étude fort intéressante sur l'irrigation en tant qu'auxiliaire de la mise en valeur des terres en Afrique, étude qui a été publiée dans le Bulletin de l'économie agricole en Afrique (No.4, novembre 1963 - E/CN.14/AGREB/4) . Cette étude révèle l'existence de certains problèmes qui mériteraient d'être approfondis par la CEA, en collaboration étroite avec la FAO.

D'autre part, certain pays ont amorcé l'exécution d'importants programmes de mise en valeur hydraulique, comprenant notamment l'irrigation de très vastes superficies. De tels programmes supposent la mise au point de méthodes permettant d'assurer une utilisation optimale des ressources en eaux ainsi dégagées. Il serait extrêmement utile que la CEA compare et mette en commun les expériences acquises. L'exploitation des résultats pourrait se faire dans le cadre d'un institut hautement spécialisé en matière d'irrigation que l'on pourrait créer dans la sous-région Nord sous les auspices de la FAO et de la CEA. La délégation de la Tunisie est prête à déposer devant la Commission un projet de résolution en ce sens.

M. DIAKITE (Mali) estime que le sujet considéré n'ayant pas encore fait l'objet d'une étude approfondie de la part de la CEA, il serait préférable d'en remettre la discussion à une session ultérieure. Entretemps, la CEA pourrait se pencher sur la question et envisager l'opportunité de réunir une conférence lorsqu'elle aura achevé la

synthèse des méthodes appliquées et des expériences entreprises dans les différents Etats africains.

M. KANE (Mauritanie) appuie la suggestion du représentant du Mali.

Par 12 voix contre 2, le Comité décide de renvoyer l'examen des problèmes d'irrigation en Afrique, pour complément d'information.

Le PRESIDENT précise que la délégation tunisienne n'en demeure pas moins libre de déposer un projet de résolution devant la Commission plénière, si elle le juge bon.

M. GABDOU (Tchad), appuyé par M. ABDELKADER (Algérie), propose une brève suspension de séance avant d'aborder le point suivant de l'ordre du jour.

M. CURTIS (Guinée) s'oppose à cette motion.

Par 16 voix contre 12, la motion est adoptée.

La séance est suspendue à 16h.50; elle est reprise à 17h.10

Le PRESIDENT fait savoir que les délégations du Maroc et du Congo (Léopoldville) l'ont saisi d'une motion à l'effet d'aborder la question de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, aussitôt épuisé le point 5 de l'ordre du jour.

M. ZAYATI (Tunisie) et M. LOKO (Dahomey) appuient la motion.

Par 15 voix contre 2, la motion est adoptée.

Industrie, transports et ressources naturelles (E/CN.14/245, Add.1 et Corr.1)
(Point 5 e) de l'ordre du jour)

Le PRESIDENT demande au Comité de se saisir du point 5 e) de l'ordre du jour en rappelant que la Commission s'est réservée l'examen des transports aériens et des télécommunications qui seront examinés en séance plénière.

M. ABDELKADER (Algérie), prenant la parole en qualité de Président du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports, présente le rapport de ce Comité sur sa deuxième session (E/CN.14/245, Add.1).

Ces très importantes délibérations ont été suivies par les représentants hautement qualifiés de vingt et un pays africains et conduites avec le plus grand sérieux. A titre d'exemple du soin que les participants ont donné à leurs travaux, on peut rappeler que la partie du rapport du Comité concernant l'industrie et plus particulièrement celle qui avait trait à la mission de coordination industrielle en Afrique de l'ouest a été, après des débats passionnés, laissée en suspens. Elle devait ultérieurement être réexaminée par un Comité des Dix qui a pu, après plusieurs séances de travail, pour lesquelles il avait sollicité les commentaires des gouvernements, présenter tout récemment un texte rémanié (E/CN.14/245/Corr.1).

Le programme de travail (annexé au rapport) qui s'échelonne sur deux ans témoigne aussi d'une volonté de passer aux réalisations concrètes. Les travaux préparatoires et l'organisation de la session ont demandé au secrétariat un très gros effort qui mérite d'être loué.

En vue de veiller à l'application de leurs décisions mais sans vouloir, pour autant, faire preuve de défiance ou de discrimination, les participants, estimant que seules les délégations sont responsables et que c'est aux gouvernements de définir le cap, ont décidé que leur bureau se réunirait en juin 1964 pour faire le point de ce qui aura été fait et de ce qui restera à accomplir.

M. Abdelkader passe ensuite en revue les principales décisions du Comité en matière d'industrie, de transports et de ressources naturelles, telles qu'elles sont consignées dans le rapport. A propos des transports intérieurs, il exprime le regret de ne pas trouver mention d'un vœu de la délégation algérienne qui avait suggéré qu'un comité d'experts soit chargé de l'étude des problèmes de normalisation des législations routières, notamment en matière de signalisation, de documents commerciaux, de codes douaniers, et de poids et dimensions des véhicules.

En terminant son exposé, il souligne que l'adoption du rapport en cause par la Commission permettra au Comité permanent de l'industrie, des transports et ressources naturelles de passer à l'étape des réalisations concrètes.

La séance est levée à 18h.15